



Diplomatie stratégique et intégration régionale du Maroc en Afrique subsaharienne : Analyse qualitative

Mariam Kerrouch¹, Laila Chiabri¹.

Laboratoire d'Etudes et de Recherches Economiques et Sociales, Faculté des sciences juridiques économiques et sociales, Université Moulay Ismail de Meknès, Maroc.¹

ma.kerrouch@gmail.com

How to cite:

Mariam Kerrouch, Laila Chiabri "Diplomatie stratégique et intégration régionale du Maroc en Afrique subsaharienne : Analyse qualitative", Sciences Methods and Technologies International Journal (SciMeTech), Vol 2, Special Issue (FR papers), p27-36.

Abstract

Keywords :

*Intégration économique régionale ;
Diplomatie économique ;
Maroc ;
Afrique subsaharienne ;
Coopération économique.*

L'intégration économique régionale constitue aujourd'hui un levier essentiel pour renforcer les échanges commerciaux et favoriser le développement économique en Afrique. Dans ce contexte, le Maroc a intensifié ses relations économiques avec les pays d'Afrique subsaharienne, notamment à travers sa diplomatie économique. Cependant, malgré ces initiatives, plusieurs obstacles institutionnels, logistiques et réglementaires continuent de freiner l'approfondissement de cette intégration. L'objectif de cette étude est d'analyser le rôle des acteurs diplomatiques dans la promotion de l'intégration économique régionale du Maroc en Afrique subsaharienne et d'identifier les principaux facteurs facilitant ou limitant ce processus. Pour répondre à cet objectif, une approche qualitative a été adoptée, basée sur l'analyse d'entretiens menés auprès d'acteurs diplomatiques impliqués dans la coopération économique entre le Maroc et les pays subsahariens. Les données ont été analysées à l'aide d'une analyse thématique et lexicale afin d'identifier les principaux mécanismes et contraintes liés à l'intégration économique régionale. Les résultats montrent que les acteurs diplomatiques jouent un rôle central dans la facilitation des relations économiques, la promotion des accords de coopération et le soutien aux initiatives d'investissement. Toutefois, les entretiens mettent également en évidence plusieurs défis persistants, notamment les divergences réglementaires, les insuffisances en infrastructures et les barrières administratives qui limitent la fluidité des échanges. L'étude souligne ainsi l'importance de renforcer la coordination institutionnelle et les mécanismes de coopération économique afin de consolider l'intégration régionale entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne.

I. Introduction:

Au cours des dernières décennies, l'intégration économique régionale s'est progressivement imposée comme un levier essentiel pour stimuler la croissance économique, renforcer les échanges commerciaux et favoriser le développement économique des États. Selon la théorie classique de l'intégration

économique, la réduction progressive des barrières commerciales entre les pays permet d'accroître les échanges et d'améliorer l'efficacité économique des économies partenaires (Balassa, 1961). Dans la même perspective, plusieurs travaux soulignent que les processus d'intégration régionale contribuent à renforcer la compétitivité des économies et à améliorer leur insertion dans l'économie mondiale (Krugman & Obstfeld, 2009).

Dans le contexte africain, cette dynamique a pris une importance particulière avec la mise en place d'initiatives continentales visant à renforcer la coopération économique entre les pays du continent. Parmi ces initiatives figure la Zone de libre-échange continentale africaine (ZLECAf), qui vise à accroître les échanges intra-africains et à favoriser la création d'un marché continental intégré (UNECA, 2019 ; World Bank, 2020). Cette initiative constitue aujourd'hui un instrument majeur pour promouvoir l'intégration économique régionale et soutenir le développement économique du continent africain (Banque Africaine de Développement, 2021).

Dans ce contexte, le Maroc s'est progressivement positionné comme un acteur engagé dans le renforcement de ses relations économiques avec les pays d'Afrique subsaharienne. Cette orientation s'inscrit dans une stratégie plus large de coopération Sud-Sud visant à consolider les relations politiques, économiques et commerciales entre le Maroc et les économies africaines. Plusieurs travaux récents soulignent que la politique africaine du Maroc s'inscrit dans une dynamique de diversification économique et de renforcement des partenariats stratégiques avec les pays subsahariens (Kerrouch, 2024 ; Kerrouch, 2025).

À travers le développement de partenariats économiques, d'investissements et de projets de coopération, le Maroc cherche ainsi à consolider sa présence économique sur le continent africain et à favoriser l'émergence de nouvelles dynamiques d'intégration régionale. Dans cette perspective, la diplomatie économique apparaît comme un instrument stratégique permettant de soutenir l'expansion des échanges économiques et de renforcer les relations de coopération entre les États.

Cependant, malgré ces initiatives, l'intégration économique régionale en Afrique subsaharienne reste confrontée à plusieurs défis structurels. Parmi les principales contraintes figurent notamment les divergences réglementaires entre les pays, les insuffisances en infrastructures de transport et de logistique, ainsi que les barrières administratives qui limitent la fluidité des échanges commerciaux et des investissements (UNECA, 2019 ; World Bank, 2020).

Toutefois, malgré l'importance croissante de la diplomatie économique dans les relations internationales, le rôle spécifique des acteurs diplomatiques dans la promotion de l'intégration économique régionale reste encore relativement peu exploré dans la littérature académique. La plupart des travaux se concentrent principalement sur les dimensions économiques et commerciales de l'intégration régionale, laissant ainsi en marge l'analyse du rôle des acteurs diplomatiques dans la facilitation des relations économiques internationales.

Dans cette perspective, la problématique centrale de cette recherche peut être formulée de la manière suivante :

Dans quelle mesure les acteurs diplomatiques contribuent-ils à la promotion de l'intégration économique régionale du Maroc en Afrique subsaharienne et quels sont les principaux facteurs et obstacles susceptibles d'influencer leur action dans ce processus ?

Afin de répondre à cette problématique, cette étude vise à analyser les déterminants, les opportunités et les défis de l'intégration économique régionale du Maroc en Afrique subsaharienne à travers une analyse qualitative des discours d'acteurs diplomatiques impliqués dans ce processus. L'objectif est ainsi de mieux comprendre les mécanismes par lesquels la diplomatie économique peut contribuer à renforcer les échanges commerciaux, favoriser les investissements et soutenir la coopération économique entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne.

II. Méthodologie:

Afin de répondre à la problématique de recherche formulée précédemment, cette étude s'appuie sur une démarche qualitative à visée exploratoire. Les approches qualitatives sont particulièrement adaptées lorsqu'il s'agit d'appréhender des phénomènes complexes à partir d'une perspective interprétative. Elles impliquent généralement une interaction étroite avec les acteurs étudiés et une immersion dans leur environnement afin de mieux comprendre leurs pratiques, leurs perceptions et leurs logiques d'action dans leur contexte social (Thiétart et al., 2007). Dans ce cadre, la recherche qualitative occupe une place importante dans les sciences de gestion, où elle constitue une méthode largement mobilisée pour analyser les dynamiques organisationnelles et les interactions entre acteurs.

a. Terrain et données de l'étude :

Nous avons accordé une attention particulière au choix de nos interlocuteurs et à la construction du guide d'entretien au début de notre étude, car la qualité de ces éléments conditionne la valeur et la pertinence de nos conclusions.

L'identification des déterminants clés expliquant la réussite de l'intégration économique régionale du Maroc en Afrique subsaharienne implique l'implication d'un ensemble d'acteurs clés, en premier lieu les acteurs diplomatiques. Dans cette optique, nous avons décidé d'interroger cinq diplomates.

Les diplomates ont été choisis comme interlocuteurs dans le cadre de cette étude en raison de leur rôle central dans les relations internationales et leur expertise spécifique dans les questions liées à l'intégration économique régionale. En tant que représentants officiels des gouvernements subsahariens au Maroc, les diplomates ont une connaissance approfondie des politiques, des négociations et des collaborations en matière d'intégration économique régionale. Leur expérience et leur perspective sont essentielles pour comprendre les défis, les opportunités et les facteurs clés qui contribuent à la réussite de l'intégration économique régionale du Maroc en Afrique subsaharienne. Leurs connaissances et leurs insights peuvent fournir des informations précieuses pour analyser les déterminants de cette réussite et formuler des recommandations pertinentes.

Tableau 1 : Liste des entretiens réalisés auprès des acteurs diplomatiques

	Acteurs	Fonction de l'interviewé	Date	Durée
Acteurs diplomatiques	Ambassade de l'union des Comores	Ministre conseiller	31/01/2023	58min25
	Ambassade du Sénégal	Chef bureau économique de l'Ambassade	31/01/2023	51min20
	Ambassade de la Guinée	Conseillère économique de l'Ambassade	02/02/2023	42min16

	Ambassade de la Côte d'Ivoire	Responsable des questions économiques et commerciale en Ambassade	02/02/2023	01h32min
	Bureau de Prospective économique du Sénégal	Directeur général du Bureau de Prospective économique du Sénégal, Expert indépendant du système des Nations Unies.	01/03/2023	1h23min

Source : *Elaboré par nos soins*

b. Traitement des données :

L'approche méthodologique adoptée dans cette recherche s'inscrit dans la logique de l'analyse de contenu. Selon Thiétart (2003), l'identification et la répétition des unités d'analyse du discours qu'il s'agisse de mots, d'expressions similaires, de phrases ou encore d'idées récurrentes permettent de mettre en évidence les thèmes dominants ainsi que les préoccupations exprimées par les acteurs étudiés. Dans cette perspective, l'analyse de contenu constitue un outil pertinent pour interpréter les discours et dégager les significations sous-jacentes. Par ailleurs, Weber (1990) souligne que plusieurs techniques peuvent être mobilisées dans le cadre d'une analyse de contenu, et que le choix de la méthode dépend des objectifs de la recherche ainsi que de la nature des données collectées.

Dans le cadre de cette étude, le traitement des données recueillies a été réalisé à l'aide du logiciel d'analyse qualitative **NVivo**. L'utilisation de cet outil a permis de structurer et d'organiser les informations issues des entretiens, tout en facilitant l'identification des thèmes et des relations entre les différents éléments du corpus. L'analyse assistée par NVivo a ainsi contribué à extraire les informations significatives, à établir des correspondances entre les données et à produire une interprétation rigoureuse des résultats.

Au-delà de sa fonction d'outil d'analyse, NVivo constitue également un support méthodologique qui accompagne les différentes étapes du processus de recherche qualitative. Il permet notamment l'importation et l'organisation des données, l'ajout de métadonnées et de notes analytiques, ainsi que la création de systèmes de codage hiérarchisés favorisant une analyse approfondie des données. Grâce à ces fonctionnalités, le logiciel facilite l'identification des thèmes récurrents et contribue à une interprétation plus structurée et systématique des phénomènes étudiés.

III. L'analyse qualitative des données:

Afin de mieux comprendre le rôle des acteurs diplomatiques dans la promotion de l'intégration économique régionale du Maroc en Afrique subsaharienne, une analyse qualitative des entretiens réalisés a été menée. Cette approche permet d'explorer les perceptions, les représentations et les expériences des acteurs directement impliqués dans les processus de coopération économique et diplomatique entre le Maroc et les pays subsahariens. L'objectif est d'identifier les principaux facteurs favorisant cette intégration ainsi que les obstacles qui en limitent la mise en œuvre effective.

Pour ce faire, les données recueillies ont été analysées selon trois approches complémentaires. Tout d'abord, une analyse intra-cas basée sur les entretiens permet d'examiner les discours des acteurs diplomatiques et de mettre en évidence leurs perceptions des enjeux de l'intégration économique régionale. Ensuite, une analyse lexicale vise à identifier les concepts et les termes les plus fréquemment mobilisés dans les discours afin de mieux comprendre les dimensions dominantes du phénomène étudié. Enfin, une analyse thématique de contenu permet de structurer les résultats autour des principaux facteurs de réussite et des obstacles identifiés par les acteurs interrogés.

Cette démarche analytique permet ainsi de proposer une lecture approfondie des dynamiques de l'intégration économique régionale à partir du point de vue des acteurs diplomatiques, en mettant en évidence les mécanismes, les contraintes et les conditions nécessaires à la consolidation des relations économiques entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne.

a. Analyse intra-cas : L'analyse par entretien

Les entretiens menés auprès des acteurs diplomatiques montrent que leur rôle est perçu comme central dans l'intégration économique régionale du Maroc en Afrique subsaharienne, en raison de leurs fonctions de médiation, facilitation et appui à la coopération bilatérale et multilatérale.

- **Les discours convergent vers un constat principal** : l'intégration économique reste freinée par la faiblesse des échanges intra-africains et par plusieurs obstacles récurrents. Les difficultés les plus citées concernent :
 - ✓ **Les infrastructures** : insuffisances logistiques, transport et connectivité régionale limités.
 - ✓ **La volonté politique** : jugée inégale selon les pays, avec une traduction partielle dans les accords et leur activation réelle.
 - ✓ **La mise en œuvre des accords** : complexité administrative et lenteur d'application.
 - ✓ **L'ouverture du marché marocain** : perçue comme encore insuffisante pour certains partenaires subsahariens.
 - ✓ **Les divergences d'intérêts économiques** : priorités et structures productives différentes entre pays.

En résumé, pour les acteurs diplomatiques, l'intégration dépend moins de la signature des accords que de leur opérationnalisation, soutenue par des infrastructures efficaces et une convergence politique.

b. L'analyse lexicale

La requête de fréquence met en évidence un univers lexical dominé par les dimensions économiques et politiques. Les termes les plus présents sont notamment : "économique", "Maroc", "développement", "régionale", "subsaharienne", "politique", "échanges", "investissements", "intégration", "commerce", "coopération", "ZLECAF", "infrastructures", "accords", "volonté".

Ce profil lexical confirme que, du point de vue diplomatique, l'intégration est pensée comme :

- Un projet économique (échanges, commerce, investissement),
- Nécessitant des conditions politiques (volonté, accords),
- Reposant sur des supports techniques (infrastructures, dispositifs de coopération).

c. L'analyse thématique de contenu

L'analyse thématique des discours des acteurs diplomatiques fait ressortir deux blocs principaux : facteurs de réussite et obstacles.

Facteurs de réussite les plus saillants :

- Réduction des barrières commerciales (droits de douane, restrictions réglementaires) pour fluidifier les échanges.
- Volonté politique comme moteur de la coopération et de la continuité des engagements.
- Coopération Sud-Sud, perçue comme levier de partenariat et de confiance.
- Accords continentaux (ZLECAf), jugés structurants pour créer des chaînes de valeur régionales.

Obstacles les plus saillants :

- Barrières douanières et bureaucratiques : lourdeur procédurale, complexité administrative.
- Déficit d'infrastructures : transport/logistique/énergie, frein direct à l'intensification des flux.
- Financement : accès limité au crédit, perception du risque, manque de mécanismes adaptés.
- Faible industrialisation (dans certains pays) : limite la complémentarité productive et la création de chaînes de valeur.

Les acteurs diplomatiques décrivent donc une intégration “à potentiel élevé” mais “à conditions strictes”, où la priorité opérationnelle porte sur infrastructures + facilitation + financement + mise en œuvre réelle des accords.

IV. Discussion des résultats:

Les résultats montrent que l'intégration économique régionale n'est pas appréhendée uniquement à travers la signature d'accords commerciaux ou l'adhésion à des cadres institutionnels régionaux, mais plutôt comme un processus multidimensionnel conditionné par un ensemble de mécanismes d'exécution concrets : cadre réglementaire favorable, facilitation administrative, instruments financiers adaptés, connectivité logistique, renforcement des capacités des acteurs économiques et développement de partenariats public-privé. Cette orientation met en évidence que, dans la pratique, les principaux obstacles à l'intégration ne sont pas seulement tarifaires, mais surtout non tarifaires, liés à la complexité des procédures administratives, aux divergences réglementaires, aux normes commerciales ou encore aux lourdeurs bureaucratiques. Ainsi, les acteurs interrogés perçoivent l'intégration économique non pas comme une simple ouverture des marchés, mais comme un processus nécessitant une transformation structurelle des environnements institutionnels et économiques.

Dans cette perspective, les coûts de transaction associés à l'accès aux marchés subsahariens apparaissent comme un facteur déterminant. Les entreprises marocaines, notamment les PME et TPE, doivent faire face à plusieurs contraintes telles que l'insuffisance d'informations sur les marchés, les risques liés à l'investissement, les difficultés logistiques ou encore les incertitudes réglementaires. Cela explique l'importance accordée, dans les discours des acteurs interrogés, aux mécanismes d'incitation financière, aux garanties d'investissement et aux dispositifs d'accompagnement institutionnel. La référence récurrente aux PME et TPE traduit également une volonté d'orienter l'intégration vers un modèle plus inclusif et plus diffus, permettant à un plus grand nombre d'acteurs économiques de bénéficier des opportunités offertes par les marchés africains. Toutefois, cette orientation met également en lumière certaines asymétries de capacités entre les grandes entreprises marocaines, déjà bien implantées dans plusieurs pays africains, et les petites structures qui disposent de ressources plus limitées pour s'internationaliser.

Sur le plan théorique, ces résultats apportent un éclairage nuancé à la théorie classique des avantages comparatifs développée par David Ricardo. Si le Maroc dispose effectivement d'avantages dans plusieurs secteurs stratégiques notamment les services financiers, les télécommunications, les infrastructures, l'énergie renouvelable ou encore l'agro-industrie la transformation de ces avantages potentiels en échanges commerciaux effectifs dépend fortement de la réduction des coûts de transaction et de l'amélioration de la connectivité économique régionale. Autrement dit, l'avantage comparatif ne produit ses effets que lorsque les conditions institutionnelles, logistiques et financières permettent aux acteurs économiques de mobiliser réellement ces avantages.

Les résultats obtenus rejoignent également les analyses relatives aux coûts d'ajustement de l'intégration économique régionale, notamment celles développées par Krugman et d'autres économistes de la nouvelle économie géographique. Ces travaux soulignent que l'intégration économique implique souvent des coûts de transition liés à l'harmonisation des politiques économiques, à la coordination institutionnelle et aux disparités de développement entre les pays membres. Dans le contexte africain, ces coûts se manifestent notamment à travers les différences de cadres réglementaires, les écarts de capacités productives ou encore les divergences linguistiques et culturelles qui peuvent ralentir la fluidité des échanges et la formation de véritables chaînes de valeur régionales.

Cependant, les résultats de l'étude doivent également être analysés à la lumière des dynamiques récentes de la politique africaine du Maroc, qui illustrent une évolution stratégique vers un renforcement de l'intégration économique continentale. À cet égard, plusieurs initiatives structurantes viennent renforcer les constats issus des entretiens. Parmi elles, la vision stratégique portée par les initiatives royales en faveur de la coopération Sud-Sud constitue un élément central. Depuis le retour du Maroc au sein de l'Union africaine et la multiplication des partenariats économiques avec les pays subsahariens, la diplomatie économique marocaine s'est progressivement orientée vers la construction d'un espace de coopération économique fondé sur les investissements, les infrastructures et le partage de compétences.

Dans ce contexte, le projet du port Dakhla Atlantique apparaît comme une illustration concrète de cette stratégie d'intégration économique régionale. Ce projet d'infrastructure portuaire vise à renforcer la connectivité maritime entre le Maroc, l'Afrique de l'Ouest et les marchés internationaux, en créant un hub logistique capable de faciliter les échanges commerciaux et les flux d'investissements. En améliorant les capacités portuaires et les réseaux logistiques, ce projet pourrait contribuer à réduire les coûts de transport et à renforcer l'intégration des chaînes de valeur régionales. Il s'inscrit ainsi pleinement dans la logique identifiée dans les résultats de l'étude, selon laquelle l'intégration économique dépend fortement de la qualité des infrastructures et de la connectivité régionale.

Par ailleurs, l'Initiative Royale visant à faciliter l'accès des pays du Sahel à l'océan Atlantique constitue également un levier stratégique pour renforcer les dynamiques d'intégration économique régionale. Cette initiative vise à offrir aux pays enclavés de la région sahélienne tels que le Mali, le Niger ou le Burkina Faso des corridors logistiques et commerciaux permettant d'accéder aux infrastructures portuaires marocaines. En favorisant la connectivité entre ces économies et les marchés internationaux, cette initiative pourrait contribuer à stimuler les échanges commerciaux intra-africains et à renforcer les complémentarités économiques entre le Maroc et les pays d'Afrique subsaharienne.

La conjoncture internationale actuelle renforce également la pertinence de ces initiatives. Dans un contexte marqué par les transformations des chaînes d'approvisionnement mondiales,

les tensions géopolitiques et la recherche de nouveaux partenariats économiques, l'Afrique apparaît de plus en plus comme un espace stratégique pour la diversification des échanges et des investissements. Dans cette dynamique, le Maroc cherche à se positionner comme un pont économique entre l'Afrique, l'Europe et les marchés internationaux, en capitalisant sur sa position géographique, la modernisation de ses infrastructures et la stabilité relative de son environnement institutionnel.

Ainsi, la cohérence entre les mécanismes identifiés dans les résultats de l'étude simplification réglementaire, renforcement des infrastructures, soutien financier aux entreprises et développement des partenariats public-privé et les initiatives stratégiques actuellement mises en œuvre par le Maroc met en évidence un schéma d'action global visant à renforcer l'intégration économique régionale. Cette approche suggère que l'intégration ne repose pas uniquement sur des cadres institutionnels formels, mais également sur la mise en place d'écosystèmes économiques capables de soutenir durablement les échanges, les investissements et la coopération entre les pays africains. En ce sens, l'expérience marocaine pourrait constituer un modèle d'intégration pragmatique, fondé sur la complémentarité entre diplomatie économique, infrastructures stratégiques et mobilisation des acteurs économiques, en particulier les PME et TPE, afin de maximiser les retombées économiques et sociales de l'intégration régionale.

V. Conclusion:

Cette étude a permis de mettre en évidence les principaux facteurs favorisant l'intégration économique régionale du Maroc en Afrique subsaharienne ainsi que les défis qui continuent de freiner sa pleine réalisation. Les résultats montrent que la réussite de cette intégration repose sur plusieurs leviers essentiels, notamment l'amélioration du cadre réglementaire, le développement des infrastructures, le soutien aux PME et le renforcement des partenariats économiques. Par ailleurs, les initiatives stratégiques récentes du Maroc, telles que le projet du port Dakhla Atlantique et l'initiative royale pour l'accès des pays du Sahel à l'Océan Atlantique, illustrent une volonté de renforcer la connectivité économique régionale. Malgré ces avancées, des obstacles institutionnels, logistiques et culturels persistent et nécessitent des efforts de coordination et d'harmonisation. Ainsi, l'intégration économique entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne apparaît comme un processus stratégique prometteur, mais qui nécessite des politiques continues et adaptées pour en maximiser les retombées.

Référence :

- [1] Allais, M. (1993). L'intégration monétaire de la Communauté économique européenne. *Revue d'économie du développement*, 1(2), 135–152.
- [2] Banque Africaine de Développement. (2021). *Perspectives économiques en Afrique 2021*. Abidjan, Côte d'Ivoire : BAD.
- [3] Balassa, B. (1961). *The theory of economic integration*. London, UK: Allen & Unwin.
- [4] Balassa, B. (1976). *The theory of economic integration*. International Economic Association.
- [5] Bazeley, P., & Jackson, K. (2013). *Qualitative Data Analysis with NVivo* (2nd ed.). London: Sage Publications.
- [6] Creswell, J. W. (2014). *Research Design: Qualitative, Quantitative and Mixed Methods Approaches* (4th ed.). Thousand Oaks, CA: Sage Publications.
- [7] Dafir, A. (2012). La diplomatie économique marocaine en Afrique subsaharienne : réalités et enjeux. *Géoeconomie*, (4), 73–83.

- [8] Dafir, A. (2021). Les entreprises marocaines en Afrique subsaharienne : logiques et défis. *Geopolitics and Geostrategic Intelligence*.
- [9] Dafir, A., & Salam, G. (2016). L'intégration de la diplomatie économique dans un dispositif national d'intelligence économique : quels enjeux pour le Maroc ? *Revue internationale d'intelligence économique*, 8, 47–63.
- [10] De Rond, M., & Thiétart, R. A. (2007). Choice, chance, and inevitability in strategy. *Strategic Management Journal*, 28(5), 535–551. <https://doi.org/10.1002/smj.602>
- [11] Diouf, M. (1989). *Intégration économique : perspectives africaines*. Paris, France : Publisud.
- [12] Gbetnkom, D. (2013). Intégration régionale et potentialité commerciale dans la CEMAC : une évaluation par le modèle de gravité. *Techniques financières et développement*, 111, 89–103.
- [13] Hourmat Allah, H. (2022). Vers un renouvellement des modèles d'internationalisation des PME en Afrique. In D. Sahraoui (Ed.), *Recherches en sciences de gestion au Maroc : 30 ans de rétrospective* (pp. 143–168). Casablanca, Morocco : Éditions EMI.
- [14] Hugon, P. (2002). Les économies en développement au regard des théories de la régionalisation. *Revue Tiers Monde*, 43(169), 9–25.
- [15] Hugon, P. (2012). *Géopolitique de l'Afrique* (3e éd.). Paris, France : Armand Colin.
- [16] Kerrouch, M. (2024). L'espace Atlantique : enjeux et défis pour une ambitieuse initiative marocaine. *International Journal of Accounting, Finance, Auditing, Management and Economics (IJAFAME)*.
- [17] Kerrouch, M. (2025). Les défis et opportunités du modèle coopératif agricole : perspectives et enjeux stratégiques entre le Maroc et l'Afrique subsaharienne. *Revue Française d'Économie et de Gestion*, 6(1), 318–334.
- [18] Krugman, P., & Obstfeld, M. (2009). *International economics: Theory and policy* (8th ed.). Boston, MA: Pearson.
- [19] Labaronne, D. (2013). Les difficultés de l'intégration économique régionale des pays maghrébins. *Mondes en développement*, 163, 99–113.
- [20] Lecoutre, D. (2008). Vers un gouvernement de l'Union africaine ? Gradualisme et statu quo versus immédiatisme.
- [21] Miles, M. B., & Huberman, A. M. (2003). *Analyse des données qualitatives* (2e éd.). Bruxelles : De Boeck.
- [22] Richard, Y. (2014). Régionalisation, régionalisme et intégration régionale : concepts flous et nécessaire clarification. In *La régionalisation du monde : construction territoriale et articulation global-local* (pp. 23–44). Paris, France : Karthala.
- [23] Tenier, J. (2003). *Intégration régionale et mondialisation*. Paris, France : La Documentation française.
- [24] Thiétart, R. A. (2003). *Méthodes de recherche en management* (2e éd.). Paris, France : Dunod.
- [25] United Nations Economic Commission for Africa. (2019). *African Continental Free Trade Area: Economic and welfare impacts*. Addis Ababa, Ethiopia: UNECA.
- [26] Wacheux, F., & Rojot, J. (1996). *Méthodes qualitatives et recherche en gestion*. Paris, France : Economica.

- [27] Weber, R. P. (1990). *Basic Content Analysis* (2nd ed.). Newbury Park, CA: Sage Publications.
- [28] World Bank. (2020). *Trade and regional integration in Africa*. Washington, DC: World Bank